



CANADA

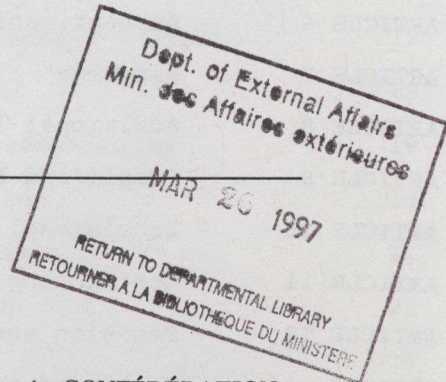
TREATY SERIES 1996/15 RECUEIL DES TRAITÉS

## EXTRADITION

Treaty between CANADA and the SWISS CONFEDERATION on  
Extradition

Berne, October 7, 1993

In force March 19, 1996



## EXTRADITION

Traité d'extradition entre le CANADA et la CONFÉDÉRATION  
SUISSE

Berne, le 7 octobre 1993

En vigueur le 19 mars 1996

6 2999924

6 2999918

## TABLE OF CONTENTS

### Treaty between Canada and the Swiss Confederation on Extradition

---

ARTICLE 1	- Obligation to Extradite	4
ARTICLE 2	- Extraditable Offences	6
ARTICLE 3	- Exceptions to Extradition	12
ARTICLE 4	- Channels of Communication	18
ARTICLE 5	- The Request and Supporting Documents	20
ARTICLE 6	- Authentication of Supporting Documents	26
ARTICLE 7	- Language	26
ARTICLE 8	- Additional Information	26
ARTICLE 9	- Simplified Extradition	28
ARTICLE 10	- Provisional Arrest	30
ARTICLE 11	- Conflicting Requests	34
ARTICLE 12	- Decision and Surrender	36
ARTICLE 13	- Postponed or Temporary Surrender	38
ARTICLE 14	- Surrender of Property	40
ARTICLE 15	- Rule of Speciality	42
ARTICLE 16	- Re-extradition to a Third State	46
ARTICLE 17	- Transit	48
ARTICLE 18	- Expenses	50
ARTICLE 19	- Conduct of Proceedings	50
ARTICLE 20	- Other Obligations	52
ARTICLE 21	- Consultation	52
ARTICLE 22	- Entry into Force and Termination	54



## TABLE DES MATIERES

### Traité d'extradition entre le Canada et la Confédération suisse

---

		<u>Page</u>
Article premier	Obligation d'extrader	5
Article 2	Infractions donnant lieu à extradition	5
Article 3	Exceptions à l'extradition	9
Article 4	Voies de transmission	13
Article 5	Demande et pièces à l'appui	15
Article 6	Légalisation des pièces à l'appui	19
Article 7	Langues	19
Article 8	Renseignements supplémentaires	19
Article 9	Extradition simplifiée	19
Article 10	Arrestation provisoire	21
Article 11	Concours de demandes	23
Article 12	Décision et remise	25
Article 13	Remise différée ou temporaire	27
Article 14	Remise d'objets	29
Article 15	Règle de la spécialité	31
Article 16	Réextradition à un Etat tiers	33
Article 17	Transit	33
Article 18	Frais	35
Article 19	Conduite des procédures	35
Article 20	Autres obligations	35
Article 21	Consultation	37
Article 22	Entrée en vigueur et dénonciation	37

TREATY BETWEEN CANADA AND THE SWISS CONFEDERATION  
ON EXTRADITION

Canada and the Swiss Confederation,

DESIRING to provide for more effective co-operation in the  
suppression of crime and to facilitate the relations between  
the two States in the area of extradition,

REAFFIRMING their respect for each other's legal systems and  
judicial institutions,

HAVE AGREED as follows:



**Traité d'extradition  
entre le Canada et la Confédération suisse**

**Le Canada et la Confédération suisse,**

**Désireux** d'assurer une coopération plus efficace entre les deux Etats dans la lutte contre la criminalité et de faciliter leurs relations en matière d'extradition,

**Réaffirmant** le respect réciproque de leurs systèmes juridiques et de leurs institutions judiciaires,

**Sont convenus** de ce qui suit:

ARTICLE 1

Obligation to Extradite

Each Contracting State agrees to extradite to the other, in accordance with the provisions of this Treaty, persons who are wanted for prosecution or the imposition or enforcement of a sentence or an order for deprivation of liberty in the Requesting State for an extraditable offence.



## ARTICLE PREMIER

OBLIGATION D'EXTRADER

Les Etats contractants conviennent de se livrer réciproquement, conformément aux dispositions du présent Traité, les personnes réclamées dans l'Etat requérant aux fins de poursuite, ou de l'application ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure privative de liberté, à l'égard d'une infraction donnant lieu à extradition.

## ARTICLE 2

INFRACTIONS DONNANT LIEU A EXTRADITION

1. L'extradition est accordée pour des faits qui constituent, au regard des lois de l'un et l'autre des Etats contractants, une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement ou d'une autre mesure privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus sévère. Lorsque la demande d'extradition concerne une personne condamnée pour une telle infraction et recherchée aux fins d'exécution d'une peine d'emprisonnement ou d'une autre mesure privative de liberté, l'extradition est accordée s'il reste à purger six mois de la peine d'emprisonnement ou d'une autre mesure privative de liberté.
2. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs infractions dont chacune est punissable au regard des lois des deux Etats, mais que certaines ne répondent pas aux autres exigences du paragraphe 1, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour ces dernières infractions.
3. Si la demande d'extradition porte sur une peine d'emprisonnement ou une autre mesure privative de liberté, comme prévu au paragraphe 1, ainsi que sur une peine pécuniaire, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour l'exécution de la peine pécuniaire.



## ARTICLE 2

Extraditable Offences

1. Extradition shall be granted for conduct which constitutes, under the laws of both States, offences that are punishable by imprisonment or other deprivation of liberty for a maximum period of at least one year, or by a more severe penalty. Where the request for extradition relates to a person convicted of such an offence who is wanted for the enforcement of a sentence of imprisonment or other deprivation of liberty, extradition shall be granted if a period of at least six months of imprisonment or other deprivation of liberty remains to be served.
2. If the request for extradition relates to a number of offences, each of which is punishable under the laws of both States, but some of which do not meet the other requirements of paragraph 1, the Requested State may also grant extradition for such offences.
3. If the request for extradition relates to a sentence of both imprisonment or other deprivation of liberty as provided in paragraph 1 and a pecuniary sanction, the Requested State may also grant extradition for the enforcement of the pecuniary sanction.



4. Si l'infraction qui fait l'objet de la demande d'extradition a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée si la personne dont l'extradition est demandée est un ressortissant de cet Etat. Si la personne dont l'extradition est demandée n'est pas un ressortissant de l'Etat requérant, l'Etat requis a la faculté d'accorder l'extradition.
  
5. Aux fins du présent article,
  - a) une infraction est considérée comme donnant lieu à extradition, peu importe que les lois des Etats contractants la range dans la même catégorie d'infractions ou qu'elle la qualifie selon une terminologie différente;
  - b) l'ensemble des actes ou des omissions imputés à la personne dont l'extradition est demandée doit être pris en considération afin d'établir si les faits constituent une infraction donnant lieu à extradition dans l'Etat requis.
  
6. L'extradition peut être accordée sans égard à la date de commission de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, à condition que les faits:
  - a) aient constitué une infraction dans l'Etat requérant au moment où ils ont été commis; et
  - b) à supposer qu'ils aient été commis dans l'Etat requis, aient constitué, au moment de la demande d'extradition, une infraction au regard des lois en vigueur dans cet Etat.



4. If the offence for which extradition is requested has been committed outside the territory of the Requesting State, extradition shall be granted if the person whose extradition is requested is a national of the Requesting State. If the person whose extradition is requested in respect of such an offence is not a national of the Requesting State, the Requested State may, in its discretion, grant extradition.

5. For the purpose of this Article:

(a) an offence shall be an extraditable offence whether or not the laws of the Contracting States place the offence within the same category or denominate the offence by different terminology;

(b) the totality of the acts or omissions alleged against the person whose extradition is requested shall be taken into account in determining whether the conduct would amount to an extraditable offence in the Requested State.

6. Extradition may be granted irrespective of when the offence in relation to which extradition is requested was committed, provided that the conduct:



## ARTICLE 3

EXCEPTIONS A L'EXTRADITION

1. L'extradition est refusée dans les cas suivants:
  - a) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction politique;
  - b) lorsqu'il existe des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir la personne réclamée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques;
  - c) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée constitue une infraction selon la loi militaire sans être une infraction de droit commun;
  - d) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a fait l'objet d'un jugement définitif dans l'Etat requis; ou
  - e) lorsque la personne dont l'extradition est demandée ne peut être poursuivie ou punie, selon les lois de l'un des Etats contractants, en raison de la prescription de la poursuite ou de la peine.
2. L'extradition peut être refusée dans les cas suivants:
  - a) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction fiscale;
  - b) lorsque la personne dont l'extradition est demandée est ressortissante de l'Etat requis. Si l'Etat requis refuse d'extrader l'un de ses ressortissants, il devra, sur demande de l'autre Etat, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes afin qu'elles engagent des poursuites à l'égard de la personne réclamée pour toutes ou

(a) was an offence in the Requesting State at the time it occurred; and

(b) would, if it had occurred in the Requested State at the time of the making of the request for extradition, have constituted an offence against the laws in force in that State.



parties des infractions à raison desquelles l'extradition a été demandée. La nationalité se détermine au moment de la commission de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée;

- c) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est de la compétence de l'Etat requis, et que cet Etat entend poursuivre l'infraction. En pareil cas, avant d'opposer un refus, l'autorité compétente de l'Etat requis décidera, après avoir consulté l'autorité compétente de l'Etat requérant, soit d'extrader la personne réclamée, soit de soumettre l'affaire à ses propres autorités compétentes en vue d'engager des poursuites. Avant de prendre une décision, l'Etat requis tiendra compte de tous les facteurs pertinents, notamment:
- de la date et du lieu de commission de chaque infraction ou du lieu où il était prévu de la commettre;
  - du lieu où le résultat s'est produit ou du lieu où il devait se produire;
  - des intérêts respectifs des Etats contractants;
  - de la nationalité de la personne réclamée et de celle de la victime;
  - du lieu de résidence habituelle de la personne réclamée; et
  - de l'accessibilité des preuves et du lieu où elles se trouvent;
- d) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, ou toute autre infraction pour laquelle la personne peut être détenue ou jugée en vertu du présent Traité, est punissable de la peine de mort en vertu des lois de l'Etat requérant, à moins que cet Etat s'engage à ce que la peine de mort ne soit pas exécutée; ou
- e) lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a fait l'objet d'un jugement définitif dans un Etat tiers:
- si le jugement a prononcé l'acquittement de la personne réclamée; ou
  - si la peine d'emprisonnement ou une autre mesure privative de liberté à laquelle la personne réclamée a été condamnée a été entièrement purgée ou a fait l'objet d'une grâce ou d'une amnistie.



ARTICLE 3

Exceptions to Extradition

1. Extradition shall not be granted in any of the following circumstances if:
  - (a) the offence for which extradition is requested is regarded by the Requested State as a political offence;
  - (b) there are substantial grounds for believing that a request for extradition for an ordinary criminal offence has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, religion, nationality or political belief;
  - (c) the offence for which extradition is requested constitutes an offence under military law which is not an offence under ordinary criminal law;
  - (d) final judgment has been rendered in the Requested State in respect of the offence for which the person's extradition is requested; or
  - (e) the person whose extradition is requested cannot, according to the laws of either Contracting State, be prosecuted or punished by reason of prescription.



## ARTICLE 4

VOIES DE TRANSMISSION

Les demandes d'extradition et toute correspondance ultérieure font l'objet de communications entre les Ministères de la Justice des Etats contractants; la voie diplomatique demeure cependant réservée.

2. Extradition may be refused in any of the following circumstances if:

- (a) the offence for which extradition is requested is regarded by the Requested State as a fiscal offence;
- (b) the person whose extradition is requested is a national of the Requested State. Where the Requested State refuses to extradite a national of that State it shall, if the other State so requests, submit the case to the competent authorities in order that proceedings for the prosecution of the person in respect of all or any of the offences for which extradition has been requested may be taken. Nationality shall be determined at the time of the commission of the offence for which extradition is requested;
- (c) the offence for which extradition is requested is subject to the jurisdiction of the Requested State and that State will prosecute that offence. In such a case, before refusing, the competent authority of the Requested State, after consulting with the competent authority of the Requesting State, shall decide whether to extradite the person or to submit the case to its competent authorities for the purpose of prosecution. In making its decision, the Requested State shall consider all relevant factors, including but not limited to:



## ARTICLE 5

DEMANDE ET PIÈCES A L'APPUI

1. Toutes les demandes d'extradition sont formulées par écrit et appuyées:
  - a) d'indications concernant l'identité de la personne réclamée et, si possible, sa nationalité, son lieu de séjour présumé, son signalement, sa photographie et ses empreintes digitales;
  - b) d'un résumé des faits, y compris la date et le lieu de l'infraction;
  - c) d'un énoncé des dispositions légales contenant les principaux éléments constitutifs de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, la désignation de cette infraction, la peine prévue pour cette infraction ainsi que les délais de prescription de l'action pénale ou de la peine; et
  - d) d'une mention portant sur la juridiction de l'Etat requérant, si l'infraction a été commise en dehors de son territoire.
2. La demande d'extradition d'une personne poursuivie ou condamnée par défaut est appuyée:
  - a) d'une copie de l'ordre d'arrestation; et
  - b) si le droit de l'Etat requis l'exige, des preuves qui justifieraient son "renvoi à procès" si les faits étaient survenus dans l'Etat requis. A cette fin, un exposé des faits en cause, décrivant les éléments de preuve réunis, y compris la preuve de l'identité de l'auteur de l'infraction, peu importe que ces éléments aient ou non été réunis ou obtenus sur le territoire de l'Etat requérant, fait preuve des faits qui y sont exposés, que ces éléments soient ou non autrement admissibles d'après le droit de l'Etat requis, pourvu que



- the time and place of commission of each offence or place of intended commission;
  - the place where the effects occurred or were intended to occur;
  - the respective interests of the Contracting States;
  - the nationality of the person sought and victim;
  - the habitual place of residence of the person sought; and
  - the availability and location of the evidence;
- (d) the offence for which the extradition is requested or any other offence for which the person may be detained or tried in accordance with this Treaty, is punishable by death under the laws of the Requesting State, unless that State undertakes that the death penalty will not be carried out; or
- (e) final judgment has been rendered in a Third State in respect of the offence for which the person's extradition is requested:
- if the judgment resulted in the person's acquittal;
- or



cet exposé soit signé par une autorité judiciaire ou par un procureur certifiant que les éléments décrits dans l'exposé ont été réunis conformément au droit de l'Etat requérant. L'Etat requérant peut incorporer à l'exposé toute déclaration, rapport, reproduction ou autre documentation utile.

3. La demande d'extradition d'une personne faisant l'objet d'une condamnation est appuyée:
  - a) d'une copie du jugement pénal ou, si la personne a été reconnue coupable mais que la peine n'a pas encore été prononcée, d'une déclaration y relative de l'autorité judiciaire;
  - b) d'une copie ou d'une mention de l'acte d'accusation en raison duquel la personne réclamée a été condamnée;
  - c) d'une copie de l'ordre d'arrestation ou d'une mention que la personne réclamée est passible d'emprisonnement en raison du jugement pénal; et
  - d) si la peine a été prononcée, d'une copie de cette décision et d'une mention de la partie de la peine restant à purger.
4. Toutes les pièces et copies conformes présentées à l'appui d'une demande d'extradition, dont il apparaît qu'elles ont été certifiées, délivrées ou signées par une autorité judiciaire ou un fonctionnaire de l'Etat requérant, sont admises en tant qu'éléments de preuve dans la procédure d'extradition de l'Etat requis, sans qu'elles soient établies sous serment ou déclaration solennelle et sans qu'il soit nécessaire d'attester la signature ou la qualité du signataire.
5. Toute traduction des pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition, produite par l'Etat requérant, est admise à toutes fins utiles dans la procédure d'extradition.

- if the term of imprisonment or other deprivation of liberty to which the person was sentenced has been completely enforced or has been the subject of a pardon or an amnesty.

#### ARTICLE 4

##### Channels of Communication

Requests for extradition and any subsequent correspondence shall be communicated between the Departments of Justice of the Contracting States; however, use of the diplomatic channel is not excluded.



## ARTICLE 6

**LEGALISATION DES PIÈCES A L'APPUI**

Aucune légalisation ou autre attestation des pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition n'est requise.

## ARTICLE 7

**LANGUES**

Toutes les pièces produites en vertu du présent Traité seront établies ou traduites dans l'une des langues officielles de l'Etat requis que celui-ci désignera de cas en cas.

## ARTICLE 8

**RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES**

Si l'Etat requis estime que les pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition sont insuffisantes pour permettre d'accorder l'extradition, ce dernier exigera que des renseignements complémentaires lui soient fournis dans le délai qu'il indiquera.

## ARTICLE 9

**EXTRADITION SIMPLIFIEE**

Si la personne réclamée donne son consentement, elle peut être extradée en vertu du présent Traité sans égard aux exigences des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 5.

## ARTICLE 5

The Request and Supporting Documents

1. All requests for extradition shall be in writing and supported by:
  - (a) information concerning the identity, and if available, nationality, probable location of the person sought, a physical description, photograph and fingerprints;
  - (b) a summary of the facts of the case, including the time and location of the offence;
  - (c) the texts of the laws describing the essential elements and the designation of the offence for which extradition is requested, the punishment for the offence, and any period of prescription relating to the prosecution or the execution of the punishment for the offence; and
  - (d) a statement of the jurisdiction of the requesting State over the offence if it was committed outside its territory.



## ARTICLE 10

**ARRESTATION PROVISOIRE**

1. En cas d'urgence, un Etat contractant peut demander l'arrestation provisoire de la personne réclamée, soit par l'entremise de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), soit par une autre voie. La demande peut être transmise par tout moyen permettant d'en conserver une trace écrite.
2. La demande d'arrestation provisoire comprend:
  - a) des indications concernant l'identité de la personne réclamée et, si possible, sa nationalité, son lieu de séjour présumé et son signalement;
  - b) la mention que l'extradition sera demandée;
  - c) la date, le lieu et la désignation de l'infraction ainsi qu'une brève description des faits s'y rapportant;
  - d) la mention qu'un ordre d'arrestation est en vigueur ou qu'une condamnation a été prononcée ainsi que la date, le lieu et le nom de l'autorité émettrice; et
  - e) la mention du maximum de la peine privative de liberté qui peut être imposée ou qui a été effectivement prononcée et, le cas échéant, la partie de la peine qu'il reste à purger.
3. Dès réception de la demande d'arrestation provisoire, l'Etat requis prend, conformément à ses lois, les mesures nécessaires pour faire arrêter la personne réclamée et informe promptement l'Etat requérant des suites données à sa demande.
4. L'arrestation provisoire prend fin si, dans les quarante jours à compter de l'arrestation de la personne réclamée, l'autorité compétente canadienne ou suisse n'a pas reçu la



2. A request for extradition which relates to a person charged with an offence or convicted in absentia shall be supported by:

(a) a copy of the order of arrest; and

(b) in the event that the law of the Requested State so requires, evidence that would justify committal for trial if the conduct had been committed in the Requested State. For this purpose a summary of the facts of the case setting out the evidence, including evidence of identity of the offender, whether or not the evidence was gathered or obtained in the Requesting State, shall be admitted in evidence as proof of the facts contained therein, whether or not this evidence would otherwise be admissible under the law of the Requested State, provided that the summary is signed by a judicial authority or a prosecutor who certifies that the evidence described in the summary was obtained in accordance with the law of the Requesting State. The Requesting State may include as part of the summary of the facts, any statements, reports, reproductions or other useful documentation.

3. A request for extradition which relates to a person who has been convicted shall be supported by:



demande formelle d'extradition et les pièces à son appui. Sur demande motivée, ce délai peut être prolongé exceptionnellement d'un délai de vingt jours au plus.

5. La mise en liberté de la personne réclamée, conformément au paragraphe 4 du présent article, n'empêche pas d'engager ou de poursuivre une procédure d'extradition à son égard, en cas de réception ultérieure d'une demande et des pièces à son appui.

#### ARTICLE 11

##### CONCOURS DE DEMANDES

1. Lorsque l'extradition d'une personne est demandée par deux ou plusieurs Etats, l'Etat requis détermine l'Etat auquel l'extradition sera accordée et communique sa décision aux Etats requérants.
2. Pour déterminer l'Etat auquel la personne doit être extradée, l'Etat requis tient compte de l'ensemble des circonstances, notamment de la gravité proportionnelle des faits si les demandes se rapportent à plusieurs infractions, de la date et du lieu de commission de chacune d'elles, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne réclamée, de son lieu de résidence habituelle et des possibilités de réextradition à un Etat tiers.

- (a) a copy of the judgment of conviction or, if the person has been convicted but not yet sentenced, a statement by a judicial authority to that effect;
  - (b) a copy or a statement of the charge upon which the person has been convicted;
  - (c) a copy of the order of arrest or a statement that the person is subject to detention on the basis of the judgment of conviction; and
  - (d) if the sentence has been pronounced, a statement of the sentence or the remainder to be served.
4. All documents and copies thereof submitted in support of a request for extradition and appearing to have been certified, issued or signed by a judicial authority or a public official of the Requesting State shall be admitted as evidence in extradition proceedings in the Requested State without having to be taken under oath or affirmation and without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed them.
5. Any translation of documents submitted in support of a request for extradition provided by the Requesting State shall be admitted for all purposes in extradition proceedings.



## ARTICLE 12

DECISION ET REMISE

1. Dès qu'une décision au sujet de la demande d'extradition a été prise, l'Etat requis en fait part à l'Etat requérant. Tout rejet complet ou partiel de la demande d'extradition doit être motivé.
2. Si l'extradition est accordée, l'Etat requis communique à l'Etat requérant la durée de la détention extraditionnelle de la personne réclamée.
3. Si l'extradition est accordée, l'Etat requis remet la personne en un lieu de son territoire convenant à l'Etat requérant.
4. L'Etat requérant prend en charge la personne réclamée dans le délai raisonnable fixé par l'Etat requis; si la personne réclamée n'est pas prise en charge au terme de ce délai, l'Etat requis peut refuser de l'extrader pour la même infraction.
5. En cas de force majeure empêchant un Etat contractant de remettre ou de prendre en charge la personne à extrader, l'autre Etat contractant en est informé. Les Etats contractants conviennent d'une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

## ARTICLE 6

Authentication of Supporting Documents

No authentication or further certification of documents submitted in support of the request for extradition shall be required.

## ARTICLE 7

Language

All documents submitted in accordance with this Treaty shall be in or translated into an official language of the Requested State, to be specified by the Requested State in each case.

## ARTICLE 8

Additional Information

If the Requested State considers that the documentation furnished in support of a request for extradition is not sufficient to enable extradition to be granted, that State shall request that additional information be furnished within such time as it specifies.



## ARTICLE 13

REMISE DIFFEREE OU TEMPORAIRE

1. Lorsque la personne réclamée fait l'objet de procédures ou purge une peine dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle pour laquelle l'extradition est demandée, l'Etat requis peut remettre la personne réclamée ou ajourner sa remise jusqu'à la conclusion des procédures ou jusqu'à ce que soit purgée, en tout ou en partie, la peine qui a pu être imposée. L'Etat requis informe l'Etat requérant de tout report.
  
2. Dans la mesure permise par le droit de l'Etat requis, la personne réclamée dont l'extradition a été prononcée peut être remise temporairement par cet Etat à l'Etat requérant aux fins de poursuite, dans les conditions déterminées par les Etats contractants. La personne restituée à l'Etat requis après remise temporaire peut être remise définitivement, conformément aux dispositions du présent Traité, pour purger la peine qui lui a été imposée.

## ARTICLE 9

Simplified Extradition

Extradition may be granted with the consent of the person sought pursuant to the provisions of this Treaty notwithstanding that the requirements of paragraphs 1, 2 and 3 of Article 5 have not been complied with.



## ARTICLE 14

REMISE D'OBJETS

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis saisit et remet, dans la mesure permise par son droit, les objets:
  - a) qui peuvent servir de pièces à conviction; ou
  - b) qui, provenant de l'infraction, auraient été trouvés au moment de l'arrestation en la possession de la personne réclamée ou seraient découverts ultérieurement.
2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article sera effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait pas avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de la personne réclamée.
3. Lorsque lesdits objets sont susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'Etat requis, ce dernier peut, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.
4. Sont toutefois réservés les droits que l'Etat requis ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

## ARTICLE 10

Provisional Arrest

1. In case of urgency, a Contracting State may apply through the facilities of the International Criminal Police Organization (INTERPOL) or by any other means for the provisional arrest of the person sought. The application may be transmitted by any means affording a record in writing.
2. The application for provisional arrest shall include:
  - (a) information concerning the identity, and if available, nationality, probable location of the person sought, and a physical description;
  - (b) a statement that extradition will be requested;
  - (c) the name, date and place of the offence and a brief description of the facts of the case;
  - (d) a statement indicating that an order of arrest exists or a conviction was pronounced with the date, place and issuing authority; and



## ARTICLE 15

REGLE DE LA SPECIALITE

1. La personne qui a été extradée ne peut être ni poursuivie, ni jugée, ni détenue, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour une infraction commise antérieurement à sa remise, autre que celle ayant motivé son extradition, sauf dans les cas suivants:
  - a) lorsque l'Etat requis y consent;
  - b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, cette personne n'a pas quitté l'Etat requérant dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté; ou
  - c) lorsque la personne extradée y consent devant une autorité judiciaire de l'Etat requérant.
2. La demande de consentement de l'Etat requis aux termes du paragraphe 1 de cet article doit être accompagnée des pièces requises à l'article 5, ainsi que de toute déclaration consignée de la personne extradée au sujet de l'infraction en cause.
3. Si l'inculpation pour laquelle la personne a été extradée est subséquemment modifiée, cette personne peut être poursuivie ou condamnée à une peine pourvu que l'infraction, selon sa nouvelle qualification, soit:
  - a) fondée substantiellement sur les mêmes faits que ceux exposés dans la demande d'extradition et dans ses pièces justificatives; et
  - b) punissable d'une peine maximale équivalente, ou d'une peine maximale moindre que l'infraction pour laquelle cette personne a été extradée.



(e) a statement indicating the maximum deprivation of liberty that may be imposed or that was imposed and, where applicable, that remains to be served.

3. On receipt of an application for provisional arrest the Requested State shall, subject to its laws, take necessary steps to secure the arrest of the person sought and the Requesting State shall be promptly notified of the result of its request.
4. Provisional arrest shall be terminated if, within a period of forty days after the apprehension of the person sought, the Competent Authority of Canada or of Switzerland has not received the formal request for extradition and the supporting documents. Upon an application setting out the grounds for extension, this period may be extended as an exception for a maximum of twenty days.
5. The release of a person pursuant to paragraph 4 of this Article shall not prevent the institution or continuation of extradition proceedings if the request and the supporting documents are received subsequently.



## ARTICLE 16

REEXTRADITION A UN ETAT TIERS

1. La personne remise à l'Etat requérant ne peut être réextradée à un Etat tiers pour une infraction antérieure à sa remise, sauf:
  - a) lorsque l'Etat requis y consent;
  - b) lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, cette personne n'a pas quitté l'Etat requérant dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif en raison de l'infraction ayant motivé sa remise, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté; ou
  - c) lorsque la personne extradée y consent devant une autorité judiciaire de l'Etat requérant.
  
2. L'Etat requis peut demander la production des pièces mentionnées à l'article 5 à l'égard de tout consentement donné aux termes du paragraphe 1, lettre a, du présent article.

## ARTICLE 17

TRANSIT

Dans la mesure permise par son droit, chaque Etat contractant accorde le transit sur son territoire si l'autre Etat contractant en fait la demande par écrit. La demande de transit:

- a) peut être transmise par tout moyen permettant d'en conserver une trace écrite; et
- b) doit contenir en outre les renseignements mentionnés au paragraphe 2 de l'article 10.

## ARTICLE 11

Conflicting Requests

1. Where requests are received from two or more states for the extradition of the same person, the Requested State shall determine to which of those States the person is to be extradited and shall notify the requesting states of its decision.
  
2. In determining to which State a person is to be extradited, the Requested State shall have regard to all relevant circumstances and, in particular, the relative seriousness of the offences if the requests relate to different offences, the time and place of commission of each offence, the respective dates of the requests, the nationality of the person, the habitual place of residence of the person, and the possibility of re-extradition to a third state.



## ARTICLE 18

FRAIS

1. L'Etat requis prend toutes mesures nécessaires et assume les frais de toutes les procédures découlant d'une demande d'extradition, y compris les frais relatifs à la poursuite entamée suite à un refus d'accorder l'extradition en raison de la nationalité de la personne réclamée.
2. L'Etat requis assume les frais occasionnés sur son territoire par l'arrestation et la détention de la personne dont l'extradition est demandée, jusqu'à la prise en charge de cette dernière par les agents de l'Etat requérant.
3. L'Etat requérant assume les frais de transport de la personne remise à partir du territoire de l'Etat requis.

## ARTICLE 19

CONDUITE DES PROCEDURES

1. En cas de demande d'extradition présentée par les autorités suisses, la procédure d'extradition est conduite par le Procureur général du Canada.
2. En cas de demande d'extradition présentée par les autorités canadiennes, la procédure d'extradition est conduite par l'Office fédéral de la police.

## ARTICLE 20

AUTRES OBLIGATIONS

Le présent Traité n'affecte pas les obligations découlant ou pouvant découler de toute convention multilatérale liant les deux Etats contractants.

## ARTICLE 12

Decision and Surrender

1. The Requested State shall, as soon as a decision on the request for extradition has been made, communicate that decision to the Requesting State. Reasons shall be given for any complete or partial rejection of an extradition request.
2. Where extradition is granted, the Requested State shall inform the Requesting State of the length of time for which the person claimed was detained in custody as a result of the extradition request.
3. Where extradition is granted, the Requested State shall surrender the person from a point of departure in its territory convenient to the Requesting State.
4. The Requesting State shall remove the person from the Requested State within such reasonable period as the Requested State specifies and, if the person is not removed within that period, the Requested State may refuse to extradite that person for the same offence.



## ARTICLE 21

CONSULTATION

1. Si un Etat contractant le demande, une consultation est organisée, en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Traité, ou en rapport avec un cas particulier.
2. Tout différend qui n'aura pas été résolu par les Etats contractants fera l'objet de négociations portant sur l'interprétation ou l'application du présent Traité.

## ARTICLE 22

ENTREE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. Le présent Traité entrera en vigueur cent quatre-vingt jours après que les Etats contractants se seront notifiés par écrit que les conditions d'entrée en vigueur du Traité sont remplies pour chacun d'eux.
2. Lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, les dispositions:
  - a) du Traité d'extradition conclu à Berne le 26 novembre 1880 entre la Grande-Bretagne et la Suisse; et
  - b) de la Convention additionnelle audit Traité, conclue à Londres le 29 juin 1904;

sont abrogées dans les relations entre le Canada et la Suisse, sauf pour les demandes reçues antérieurement à cette date.

3. Chacun des deux Etats contractants peut dénoncer le présent Traité en tout temps, moyennant notification écrite; la dénonciation prendra effet cent quatre-vingt jours après la notification de la dénonciation.



5. If circumstances beyond its control prevent a Contracting State from surrendering or removing the person to be extradited it shall notify the other Contracting State. The Contracting States shall decide upon a new date of surrender and the provisions of paragraph 4 of this Article shall apply.

### ARTICLE 13

#### Postponed or Temporary Surrender

1. When the person sought is being proceeded against or is serving a sentence in the Requested State for an offence other than that for which extradition is requested, the Requested State may surrender the person sought or postpone surrender until the conclusion of the proceedings or the service of the whole or any part of the sentence imposed. The Requested State shall inform the Requesting State of any postponement.
2. To the extent permitted by its law, where a person has been found extraditable the Requested State may temporarily surrender the person sought for the purposes of prosecution to the Requesting State in accordance with conditions to be determined between the Contracting States. A person who is returned to the Requested State following a temporary surrender may be finally surrendered to serve any sentence imposed, in accordance with the provisions of this Treaty.



EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Traité.

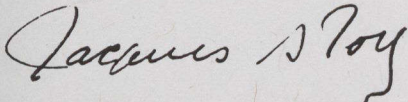
FAIT à ..... *Berne* ....., le ... *7 octobre* ... *1993* ..,

en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement

du Canada:

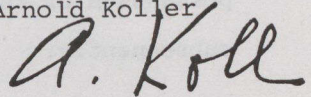
Jacques S. Roy



Pour la Confédération

suisse:

Arnold Koller



## ARTICLE 14

Surrender of Property

1. The Requested State shall, in so far as its law permits and at the request of the Requesting State, seize and surrender property:
  - (a) that may be required as evidence; or
  - (b) that has been acquired as a result of the offence and which, at the time of the arrest, is found in the possession of the person claimed or is discovered subsequently.
2. The property mentioned in paragraph 1 of this Article shall be surrendered even if extradition having been granted to, cannot be carried out owing the death or escape of the person sought.
3. When the property is liable to seizure or confiscation in the Requested State, the latter may, in connection with pending criminal proceedings, temporarily retain or surrender it over on condition that it be returned.
4. Any rights that the Requested State or third parties may have acquired in the property shall be preserved. Where these rights exist, the property shall be returned without charge to the Requested State as soon as possible after the trial.





## ARTICLE 15

Rule of Speciality

1. A person who has been extradited shall not be prosecuted, sentenced or detained for any offence committed prior to the surrender other than that for which that person was extradited, nor shall the person's liberty be restricted for any other reason, except in the following cases:
  - (a) where the Requested State consents;
  - (b) where the person, having had an opportunity to leave the Requesting State, has not done so within forty-five days of final discharge, or has returned to that State after having left it; or
  - (c) where the person extradited consents before a judicial authority in the Requesting State.
  
2. A request for the consent of the Requested State under paragraph 1 of this Article shall be accompanied by the documents required by Article 5 as well as a record of any statement made by the extradited person in respect of the offence concerned.





3. If the charge for which the person was extradited is subsequently changed, that person may be prosecuted or sentenced provided the offence under its new description is:

(a) based on substantially the same facts contained in the extradition request and its supporting documents; and

(b) punishable by the same maximum penalty as, or a lesser maximum penalty than, the offence for which that person was extradited.





ARTICLE 16

Re-extradition to a Third State

1. Where a person has been surrendered to the Requesting State that State shall not extradite the person to any Third State for an offence committed before that person's surrender unless:

(a) the Requested State consents to that extradition;

(b) the person has had an opportunity to leave the Requesting State and has not done so within forty-five days of final discharge in respect of the offence for which that person was surrendered or has returned to the Requesting State after having left it; or

(c) the person consents before a judicial authority in the Requesting State.

2. The Requested State may request the production of the documents required by Article 5 in relation to any consent pursuant to paragraph 1 (a) of this Article.





ARTICLE 17

Transit

To the extent permitted by its law, transit through the territory of one of the Contracting States shall be granted on a request in writing by the other Contracting State. The request for transit:

- (a) may be transmitted by any means affording a record in writing; and
- (b) shall contain the information referred to in paragraph 2 of Article 10.





## ARTICLE 18

Expenses

1. The Requested State shall make all necessary arrangements for and meet the cost of any proceeding arising out of a request for extradition including a prosecution as a result of a refusal to grant extradition on the basis of nationality.
2. The Requested State shall bear the expenses incurred in its territory in the arrest and detention of the person whose extradition is requested until the person is surrendered to a person nominated by the Requesting State.
3. The Requesting State shall bear the expenses incurred in conveying the person from the territory of the Requested State.

## ARTICLE 19

Conduct of Proceedings

1. In the case of a request for extradition presented by the Swiss authorities, the Attorney General of Canada shall conduct the extradition proceedings.
2. In the case of a request for extradition presented by Canadian authorities, the Federal Office for Police Matters shall conduct the extradition proceedings.





## ARTICLE 20

Other Obligations

This Treaty shall not affect any obligation that the Contracting States may have undertaken or may undertake under any multilateral convention to which they are both party.

## ARTICLE 21

Consultation

1. The Contracting States shall consult, at the request of either, concerning the interpretation or application of this Treaty or with respect to a specific case.
  
2. Any difference that is not resolved by the Contracting States shall be the subject of negotiations as to the interpretation or application of this Treaty.



Article 2

Interpretation of the Treaty

This Treaty shall be interpreted in accordance with the ordinary meaning to be given to the terms of the Treaty in their context and in the light of its object and purpose.

On the interpretation of this Treaty, the provisions of the Treaty shall prevail.

(1) The Treaty shall be interpreted in accordance with the ordinary meaning to be given to the terms of the Treaty in their context and in the light of its object and purpose.

For the purposes of this Treaty, the provisions of the Treaty shall prevail.

This Treaty shall be interpreted in accordance with the ordinary meaning to be given to the terms of the Treaty in their context and in the light of its object and purpose.

## ARTICLE 22

Entry into Force and Termination

1. This Treaty shall enter into force one hundred eighty days after the date on which the Contracting States have notified each other in writing that their respective requirements for the entry into force of this Treaty have been met.
  
2. On the entry into force of this Treaty, the provisions of:
  - (a) the Treaty between Great Britain and Switzerland for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals, signed in Berne on 26 November 1880; and
  
  - (b) the Supplementary Convention to that Treaty, done at London on 29 June 1904;shall cease to have effect between Canada and Switzerland, except with respect to formal requests received prior to that date.





3. Either Contracting Party may terminate this Treaty by notice in writing at any time and it shall cease to be in force on the one hundred and eightieth day after the day on which notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Treaty.

DONE AT *Berne* on this *7<sup>th</sup>* day of *October*, in English and French, both texts being equally authentic.

FOR THE GOVERNMENT OF

CANADA

Jacques S. Roy

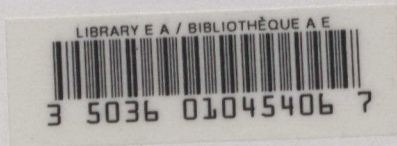
*Jacques S. Roy*

FOR THE SWISS

CONFEDERATION

Arnold Koller

*A. Koller*



43 278 705 (Re) 6 3000 497